

Motion votée par le Conseil de l'UFR Langues et civilisations le 11 juin 2020

Le Conseil de l'UFR Langues et Civilisations, réuni le 11 juin 2020, prend note du fait que les instances paritaires du Ministère de l'ESRI sont saisies du projet de Loi de Programmation Pluriannuelle pour la Recherche (LPPR) à compter du 12 juin. Il réitère son opposition au contenu de cette réforme et réaffirme les objections de principe formulées dans les motions adoptées par les Assemblées Générales d'UFR et d'université de l'hiver dernier. Il déplore également que le Ministère ait choisi d'accélérer la mise en œuvre de cette réforme dans un contexte d'épuisement des personnels et des étudiant·e·s lié à la pandémie de Covid19, au confinement ainsi qu'aux efforts déployés ces derniers mois pour maintenir une forme de continuité de service public. Actuellement, les personnels et étudiant·e·s ne peuvent se réunir physiquement pour débattre des réformes annoncées et sont accaparé·e·s par la perspective d'une rentrée que les directives contradictoires du Ministère rendent d'autant plus difficile à préparer. La relance du projet de LPPR dans un tel contexte ne peut être interprétée que comme une marque de défiance à l'égard de l'ensemble de la communauté universitaire.

Le Conseil de l'UFR Langues et Civilisations prend également note de l'arrêté du 3 avril 2020 relatif à l'obligation de certification externe en langue anglaise pour les diplômés de Premier Cycle. Il se joint aux protestations formulées par les universités, syndicats et sociétés savantes et déplore là encore un calendrier de publication et de mise en œuvre opportuniste et coupé des réalités humaines et institutionnelles de l'Université.

Enfin, le Conseil de l'UFR Langues et Civilisations constate que les difficultés matérielles et psychologiques rencontrées par un grand nombre d'étudiant·e·s depuis le 16 mars confirment la pertinence des alertes lancées à plusieurs reprises cet hiver sur la précarité croissante des populations étudiantes en France. Il déplore que le Ministère ait choisi de consacrer son énergie à la mise en œuvre de réformes rejetées par la majorité de la communauté universitaire plutôt qu'à la résolution de cette situation dramatique.